



Point sanitaire du 22 avril : des inquiétudes qui persistent

Le Premier Ministre a annoncé ce jour un certain nombre de mesures de "fin des restrictions" alors même que la circulation virale demeure à un niveau élevé.

Au moment où la campagne de vaccination reste insuffisante en raison de l'absence de doses, des mesures d'urgence et en particulier une levée des brevets pour pouvoir les produire rapidement ne sont toujours pas étudiées. Le seul "accès prioritaire" pour les personnels dits exposés (policiers, surveillants pénitentiaires, personnels d'éducation, chauffeurs, caissier-es de supermarché) ne sont pas opérants : proposé par peu de centres de tests ils ne concernent qu'une petite minorité des personnels quand tous les volontaires devraient pouvoir y accéder, c'est qui est très loin d'être le cas.

Concernant les "réouvertures", un simple mot très formel a été dit sur les universités alors que celles-ci fonctionnent en mode très dégradé depuis le début de l'année universitaire et que la reprise en présentiel depuis le mois de janvier est limitée à 20% des effectifs (qui peinent à être atteints sur nombre de sites).

Rien n'a été dit sur les lieux de culture, et donc aucune réponse n'est donnée aux revendications du mouvement d'occupation des théâtres et centres culturels : mesures contre la précarité, opposition à la réforme de l'assurance chômage, défense de la culture.

Le Premier Ministre a confirmé la reprise des écoles le 26 avril et des établissements du second degré le 3 mai (après une semaine de "distanciel"). L'épidémie étant encore en circulation forte, cette reprise ne peut se faire que si elle est accompagnée de mesures strictes. La règle "1 cas positif = fermeture de la classe" apparaît enfin comme étant une mesure nécessaire. De même, le ministère a précisé que les élèves ne devaient plus être répartis entre les classes des écoles en cas d'absence d'un-e enseignant-e non remplacé-e, ce que la FSU réclame depuis plusieurs mois. Que de temps perdu !

Par ailleurs, l'ensemble des lycées et les collèges de certains départements en tension passent, à partir du 3 mai, en "hybride" pour maintenir des "demi jauges". La FSU demande que les conditions en soient précisées, et en particulier que le nombre d'élèves effectivement présents dans chaque classe soit allégé.

Le renforcement de la capacité de tests et le déploiement des auto tests ont été annoncés mais là aussi sans informations sur la manière dont cela sera mis en œuvre : nous demandons davantage de tests salivaires et qu'ils soient mieux ciblés. Nous restons dubitatifs sur la réalisation des auto tests par les lycéens eux-mêmes "dans des lieux dédiés" du lycée : quels seront ces lieux, sous la responsabilité de quels personnels ces auto tests seront ils réalisés, etc ?

Sur les capteurs de CO2 et l'aération des salles, seul un affichage "d'encouragement" à en disposer a été fait par le ministre : sur le terrain nous constatons que très peu a été fait sur ce sujet... De même sur le fonctionnement des cantines. Le flou demeure également sur les examens de fin d'année, le ministre ayant annoncé ce soir le principe du "maintien des examens", ce qui relève de plus en plus du déni de réalité. Prétendre que tout peut se dérouler comme si l'année scolaire n'avait pas été perturbée, met élèves, familles et personnels sous une pression intenable.

La FSU, avec une large intersyndicale et les parents d'élèves a initié une pétition qui a déjà recueilli plus de 50 000 signatures. Les demandes qu'elle porte sont loin d'être satisfaites ce soir, la FSU appelle donc à amplifier sa signature pour obtenir des mesures à la hauteur des enjeux.

Les Lilas, le 22 avril 2021

